

De Nicolas Sarkozy à François Hollande, la Ve République sur la sellette



Crédits Photo: Wikicommons.

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Frédéric Rouvillois (#figp-author)

Publié le 31/10/2016 à 18h25

FIGAROVOX/TRIBUNE - L'autorité de François Hollande est régulièrement remise en cause. Pour le professeur Frédéric Rouvillois, au-delà des personnes, ce sont les fondements de la «républicaine gaullienne» qui vacillent, ce que le livre de Patrick Buisson décrit minutieusement.



*Frédéric Rouvillois est écrivain et professeur agrégé de Droit public à l'Université Paris-Descartes, spécialiste du droit de l'État et d'histoire politique. Auteur de nombreux ouvrages, il a notamment publié **Crime et Utopie, une nouvelle enquête sur le nazisme** (<https://www.amazon.fr/Crime-utopie-nouvelle-enqu%C3%AAtre-nazisme/dp/2081270803>)(éd. Flammarion, 2014) ; **Être (ou ne pas être) républicain** (<https://www.amazon.fr/Etre-%C3%AAtre-r%C3%A9publicain-Fr%C3%A9d%C3%A9ric-Rouvillois/dp/2204105430>)(éd. Cerf, 2015) et dernièrement **La Clameur de la Terre. Les leçons politiques du Pape François** (<http://www.laprocure.com/clameur-terre-lecons-politiques-pape-francois-frederic-rouvillois/9782865532803.html>)(éd. Jean-Cyrille Godefroy, 2016).*

Comparaison n'est pas raison, nous dit la sagesse des peuples. Ce qui n'empêche pas certains rapprochements troublants. Au printemps 1958, l'agonie piteuse de la IVe République avait été marquée par des manifestations de policiers ulcérés par l'impuissance de l'État, par des dissensions amères au sein du gouvernement et de la classe politique, par la perte de légitimité du système et par son incapacité visible à trouver des réponses aux questions les plus urgentes. Et même, par l'électrochoc suscité par la parution d'un livre événement, *Les princes qui nous gouvernent*, dans lequel un «homme de l'ombre», Michel Debré, consignait lucidement les indices de la phase terminale du régime. Soixante ans plus tard, c'est la Ve République, ou plutôt, ce qu'en ont fait les gouvernants depuis une trentaine d'années, qui se trouve sur la sellette. Et c'est un autre grand livre, *La cause du peuple*, de Patrick Buisson, qui se charge de dresser le constat, en confrontant le régime tel qu'il avait été conçu à l'origine, à l'ombre caricaturale et falote de ce qu'il est devenu.

En 1957, dans «Les princes qui nous gouvernent», un «homme de l'ombre», Michel Debré, consignait lucidement les indices de la phase terminale du régime.

Au début de *De l'Esprit des lois*, Montesquieu expliquait que chaque gouvernement a son principe, qui est «*ce qui le fait agir*». En historien et en politiste avisé, Patrick Buisson rappelle quel était celui de la République singulière établie par De Gaulle en 1958, et parachevée en 1962 avec l'élection du président au suffrage universel direct.

Au sommet de ce que le Général n'hésitait pas à qualifier de «*monarchie populaire*», le président incarne «*de façon indivisible*» l'autorité de l'État, et en dispose seul lorsque la nation est confrontée à un péril grave et immédiat. C'est d'ailleurs, souligne Buisson, la grandeur de la république gaullienne, que d'avoir osé rompre «*avec cette volonté d'abstraction qui remonte à la révolution de 1789*», et renouer «*avec une tradition plus longue, plus ancienne et plus profondément enracinée, selon laquelle en France, pays latin de culture chrétienne, le pouvoir suprême s'exerce non par délégation, et par incarnation*». À la base, le peuple en majesté: un peuple qui n'est plus le «*souverain captif*» dénoncé sous la IIIe République par André Tardieu, le mentor du Colonel de Gaulle, mais le souverain tout court, qui choisit au suffrage universel celui qu'il entend faire chef de l'État. Entre les deux, enfin, entre la base et le sommet, le «*principe*» de cette république

singulière: un «*courant de confiance*» sur lequel se fonde l'autorité du président, mais qui implique en retour sa responsabilité politique devant le peuple. La légitimité du président résulte à la fois de cette confiance, et de la poursuite du bien commun - ce qui suppose qu'il se comporte comme le président de tous les Français, et non comme représentant, à l'Élysée, de son parti ou des soi-disant élites qui l'entourent.

Or, démontre impitoyablement Buisson, ce «*principe*» s'est évaporé depuis une trentaine d'années.

Au lieu d'un pouvoir incarné combinant «présence et distance, proximité et verticalité», on « oscille entre (...) l'exhibition de la personne et la vulgarisation de la fonction».

Au lieu d'un pouvoir incarné combinant «*présence et distance, proximité et verticalité*», on «*oscille entre ces deux pôles de la désacralisation que sont l'exhibition de la personne et la vulgarisation de la fonction*». Dérive donc «*le narcissisme de Nicolas Sarkozy (...) et le bonhommisme de François Hollande (...) auront été l'aboutissement*», l'un comme l'autre n'hésitant pas à se réclamer d'une même «*logique de l'abaissement*». Voilà pourquoi, entre l'homme à la Rolex et l'homme au scooter, entre le président du Fouquet's et le président normal, ce sont surtout les similitudes qui frappent. Le Chef de l'État renonce à sa singularité, à sa hauteur, à cette distance qui fonde l'autorité, pour se présenter comme un «*hypoprésident*», un citoyen ordinaire, très ordinaire même, jetant ostensiblement aux orties le frac présidentiel pour endosser son survêtement et ses charentaises. Sauf que ce président «*normalisé*» oublie à quel point il en devient anormal au regard du principe d'un régime où l'autorité présidentielle est conditionnée par la responsabilité et la légitimité de son titulaire. Le président ne dispose en effet des pouvoirs qui lui sont attribués, qu'aussi longtemps qu'il bénéficie de la confiance du peuple. Lorsqu'il l'a perdue, il n'y a plus aucun titre, et son pouvoir n'est plus qu'une forme de despotisme. Un despotisme mou et inefficace, certes, mais un despotisme tout de même, et dont on comprend, jusqu'au cœur de l'État, qu'il n'a plus droit au respect ni à l'obéissance.

Un despotisme mou et inefficace, mais un despotisme tout de même, et dont on comprend qu'il n'a plus droit au respect ni à l'obéissance.

Mais la conséquence de cette désincarnation, c'est également l'érosion du caractère démocratique du système, la responsabilité, qui en théorie fonde l'autorité du président, étant aussi le moyen, pour le peuple, de faire entendre sa voix. De là, pointe Patrick Buisson, «*un Kratos sans Démos*»: un pouvoir retiré au peuple au nom de la démocratie elle-même, sans que le subterfuge suscite autre chose qu'un sentiment de malaise - et une abstention de plus en plus massive chez les jeunes et dans les catégories les moins favorisées.

Et c'est ainsi que la Ve République, Monarchie populaire, voit ses deux piliers vaciller en même temps. Alors que le monarque l'est de moins en moins, hésitant entre le lampiste et le despote mais refusant d'un même mouvement incarnation et responsabilité, le peuple voit s'évanouir sa souveraineté, réduite en miettes puis répartie entre d'innombrables intervenants, représentants qui ne représentent pas même la moitié des électeurs, juges, experts européens, technocrates bruxellois, instances partisans sélectionnant les candidats à la présidentielle, etc. Le tout fabriquant une manière de «postdémocratie» qui n'est jamais qu'une antidémocratie. Une démocratie dépassée, remplacée par un Kratos désincarné, lointain, inaccessible, situé dans quelque introuvable cloud politique.



Frédéric Rouvillois

